

De fiscale boete wordt kwijtgescholden voor de eerste overtreding indien de belastingplichtige te goeder trouw is.

Overeenkomstig artikel 63, lid 2, punt 6, van het decreet wordt de schaal van fiscale geldboetes die van toepassing zijn op overtredingen waarbij er geen informatie, onvolledige informatie of laattijdige informatie verstrekt wordt, wat betreft de verplichte automatische uitwisseling van inlichtingen op belastinggebied met betrekking tot meldingsplichtige grensoverschrijdende constructies, als volgt vastgesteld:

Type overtreding		Bedrag van de fiscale boete
A.	Geen informatie, onvolledige informatie of laattijdige informatie verstrekken, zonder bedrieglijk opzet of zonder het oogmerk om te schaden.	
	- 1ste overtreding	2.500 euro
	- 2e overtreding	7.500 euro
	- 3e overtreding	15.000 euro
	- Na de 3e overtreding	25.000 euro
B.	Geen informatie, onvolledige informatie of laattijdige informatie verstrekken, met bedrieglijk opzet of met het oogmerk om te schaden.	
	- 1ste overtreding	5.000 euro
	- 2e overtreding	15.000 euro
	- 3e overtreding	30.000 euro
	- Na de 3e overtreding	50.000 euro

§ 5. De dienst bedoeld in artikel 63, § 2, 1^o, van het decreet is de Directie Financiële en Economische Instrumenten van het Departement Bodems en Afvalstoffen van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpmiddelen en Leefmilieu.”.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de 10de dag na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 3. De Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 maart 2022.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,

A. DOLIMONT

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2022/31486]

17 MARS 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon abrogeant la partie du périmètre de réservation destinée à réserver les espaces nécessaires à la réalisation du contournement sud d’Arlon inscrite en surimpression de la N852 - Rue de Lorraine à Arlon (planche 68/8)

Le Gouvernement wallon,

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon, modifié par l’arrêté du Gouvernement wallon du 7 octobre 2021 ;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 13 janvier 2022 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu le Code du Développement territorial (CoDT), article D.II.43 ;

Vu l’arrêté royal du 27 mars 1979 établissant le plan de secteur du Sud-Luxembourg et ses révisions ultérieures ;

Considérant la déclaration de politique régionale 2019-2024, approuvée par le Parlement wallon en sa séance du 13 septembre 2019 ;

Considérant que l’article D.II.21, § 1^{er}, du CoDT précise que : « le plan de secteur comporte :

(...) 2^o le tracé existant et projeté, ou le périmètre de réservation qui en tient lieu, du réseau des principales infrastructures de communication et de transport de fluides, à l’exception de l’eau, et d’énergie.

Par périmètre de réservation, on entend la partie de territoire qui réserve les espaces nécessaires à la réalisation, la protection ou le maintien d’infrastructures de communication ou de transport de fluides et d’énergie. Les actes et travaux soumis à permis peuvent être soit interdits, soit subordonnés à des conditions particulières.

Le Gouvernement peut définir le réseau des principales infrastructures de communication et de transport de fluides et d’énergie visés à l’alinéa 1^{er}, 2^o » ;

Considérant que lors de l’établissement du projet de plan de secteur du Sud-Luxembourg arrêté provisoirement le 16 juillet 1974, le projet de contournement d’Arlon a été inscrit en voirie en projet accompagnée d’un périmètre de réservation ;

Considérant que dans son avis, la commission consultative régionale wallonne d'aménagement du territoire précisait parmi ses remarques générales que « les tracés routiers et autoroutiers projetés devraient être indiqués correctement au plan, compte tenu des dernières décisions arrêtées et après consultations des instances concernées » ;

Considérant que la N852 - Rue de Lorraine a été réalisée dans le cadre des travaux liés à la construction de l'autoroute E411 pour relier l'échangeur de Schoppach au réseau routier existant ; que les plans d'emprise ont été effectués entre 1975 et 1977 ; que les travaux ont été effectués dans la foulée ;

Considérant que lors de l'établissement du plan de secteur du Sud-Luxembourg arrêté le 27 mars 1979, une partie du contournement d'Arlon (N82 et N852 - rue de Lorraine) a été inscrit comme infrastructure réalisée mais est resté accompagné d'un périmètre de réservation ;

Considérant qu'à l'heure actuelle, le contournement sud d'Arlon, inscrit au plan de secteur du Sud-Luxembourg, n'est pas réalisé dans son entièreté ; que si le maintien d'un périmètre de réservation se justifie sur ses projets de tronçons non réalisés, le maintien d'un périmètre de réservation sur des voiries réalisées et en particulier sur la N852 - Rue de Lorraine ne se justifie plus ;

Considérant qu'aucune dispense d'évaluation des incidences n'ayant été sollicitée, l'impact de la désinscription dudit périmètre de réservation a été évalué de manière indépendante dans le cadre du rapport sur les incidences environnementales du projet de révision du Sud-Luxembourg visant l'extension du parc d'activité économique de Weyler-Hondelange sur les communes d'Arlon et Messancy, déposé officiellement le 30 octobre 2020 auprès du Ministre de l'Aménagement du territoire ; que la situation environnementale n'a pas subi de modifications notables depuis lors ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales conclut que la désinscription du périmètre de réservation a pour principale incidence la suppression des contraintes qui y sont liées et la clarification de la situation au plan de secteur au niveau de la zone d'aménagement communal concerté à caractère économique dite de Schoppach ;

Considérant qu'il est donc satisfait aux conditions d'application de l'article D.II.43 du CoDT en vue d'abroger le périmètre de réservation au droit de la rue de Lorraine ;

Considérant que le pôle « Environnement » a rendu le 15 avril 2021 un avis favorable à l'abrogation du périmètre de réservation inscrit le long de la rue de Lorraine ;

Considérant que le pôle « Aménagement du territoire » a rendu, le 16 avril 2021, un avis favorable à l'abrogation du périmètre de réservation inscrit le long de la Rue de Lorraine, jugeant cette abrogation totalement justifiée et établissant que ce périmètre faisait obstacle à l'éventuelle mise en œuvre de la zone d'aménagement communal concerté à caractère économique de Schoppach ;

Considérant que le principe d'abrogation et le document d'évaluation des incidences y relatif ont été soumis à enquête publique du 28 septembre au 12 novembre 2021 après que celle-ci ait été annoncée selon les formes prescrites par les articles D.VIII.7 et 9 du CoDT ; qu'il est ressorti de cette consultation quatre remarques formulées par la population ; que celles-ci, rédigées sous la forme d'un courrier type, portent sur deux points :

- le souhait de maintien d'une large bande boisée le long de la rue de Lorraine pour atténuer partiellement les nuisances sonores dues à l'autoroute E411 située au sud ;

- la crainte que l'implantation de bâtiments industriels en front de la rue de Lorraine modifie durablement le paysage naturel du quartier ;

Considérant qu'il n'appartient pas à un périmètre de réservation de définir ni les affectations ni les alignements à respecter par rapport aux axes de voiries ; que le plan de secteur fixe par ailleurs une zone d'espaces verts de 30 mètres de part et d'autre du tracé de la rue de Lorraine ; que l'espace public est relativement large au niveau de cette voirie et bénéficie dans les faits d'un alignement de 10 mètres par rapport à l'axe de la voirie et d'une zone de recul de près de 21 mètres ;

Considérant que l'avis du conseil communal d'Arlon a été sollicité le 27 octobre 2021 ; que celui-ci a remis, le 16 décembre 2021, un avis favorable étant entendu d'une part la réduction significative de la superficie disponible à la construction dans la zone d'aménagement communal concerté à caractère économique que le périmètre de réservation engendre et, d'autre part, la large dimension de l'espace public n'excluant en rien des travaux d'aménagement de la voirie (intégration de trottoirs, de plantations d'arbres, de pistes cyclopedestres) ;

Considérant que ces avis confirment que le maintien d'un périmètre de réservation sur la N852 - Rue de Lorraine n'est plus pertinent ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement wallon abroge la partie du périmètre de réservation destinée à réserver les espaces nécessaires à la réalisation du contournement sud d'Arlon inscrite en surimpression de la rue de Lorraine à Arlon, conformément au plan annexé.

Art. 2. Le Ministre de l'Aménagement du territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 mars 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/31486]

17 MAART 2022. — Besluit van de Waalse Regering tot opheffing van het gedeelte van de reserveringsomtrek dat bestemd is om de nodige ruimten te reserveren voor de verwezenlijking van de zuidelijke omleiding rond Aarlen, als overdruk opgenomen op de N852 – Rue de Lorraine te Aarlen (blad 68/8)

De Waalse Regering,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 september 2019 tot regeling van de werking van de Regering, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 oktober 2021;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 januari 2022 tot vastlegging van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, artikel D.II.43;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 maart 1979 tot opstelling van het gewestplan van Zuid-Luxemburg en de latere herzieningen ervan;

Gelet op de gewestelijke beleidsverklaring 2019-2024, goedgekeurd door het Waals Parlement op diens zitting van 13 september 2019 ;

Overwegende dat artikel D.II.21, § 1, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling bepaalt dat: « Het gewestplan bevat :

(...) 2° het bestaande en het geplande tracé of de plaatsvervangende reserveringsomtrek van het net van de voornaamste verkeerswegen en leidingen voor het vervoer van vloeistoffen, water uitgezonderd, en brandstoffen.

Onder reserveringsomtrek wordt dat deel van het grondgebied verstaan dat voorbehouden wordt voor de aanleg, de bescherming of de instandhouding van verkeersinfrastructuren en leidingen voor het vervoer van vloeistoffen of energie. De vergunningsplichtige handelingen en werken kunnen ofwel verboden worden ofwel ondergeschikt worden gemaakt aan bijzondere voorwaarden.

De Regering kan het net van de voornaamste verkeersinfrastructuren en leidingen voor het vervoer van vloeistoffen en brandstoffen bedoeld in lid 1, 2°, bepalen. » ;

Overwegende dat ten tijde van de opstelling van het ontwerp van gewestplan van Zuid-Luxemburg, voorlopig vastgesteld op 16 juli 1974, het project van de omleiding rond Aarlen was geregistreerd als een geplande weg, vergezeld van een reserveringsomtrek ;

Overwegende dat het Waalse regionale adviescomité voor ruimtelijke ordening in haar advies als een van haar algemene opmerkingen heeft vermeld dat "de geplande weg- en autowegtracés correct op het plan moeten worden aangegeven, rekening houdend met de laatste genomen beslissingen en na raadpleging van de betrokken instanties";

Overwegende dat de N852 – rue de Lorraine is aangelegd in het kader van de werken die verband houden met de aanleg van de autosnelweg E411 om het verkeersknooppunt Schoppach op het bestaande wegennet aan te sluiten; dat de plannen der innemingen zijn opgesteld tussen 1975 en 1977; dat de werken gelijktijdig zijn uitgevoerd;

Overwegende dat bij de opstelling en goedkeuring van het gewestplan voor Zuid-Luxemburg op 27 maart 1979 een deel van de omleiding rond Aarlen (N82 en N852 – rue de Lorraine) als voltooide infrastructuur was opgenomen, maar vergezeld ging van een reserveringsomtrek ;

Overwegende dat de zuidelijke omleiding rond om Aarlen, die deel uitmaakt van het gewestplan voor Zuid-Luxemburg, momenteel niet volledig is voltooid; dat, indien de handhaving van een reserveringsomtrek gerechtvaardigd is voor de onvoltooide projecten ervan, de handhaving van een reserveringsomtrek voor voltooide wegen en met name voor de N852 - rue de Lorraine niet langer gerechtvaardigd is;

Overwegende dat geen vrijstelling van effectbeoordeling is gevraagd, zijn de gevolgen van de uitschrijving van de genoemde reserveringsomtrek onafhankelijk beoordeeld in het kader van het rapport over de gevolgen voor het milieu van het herzieningsproject Zuid-Luxemburg voor de uitbreiding van het bedrijfsruimte Weyler-Hondelange in de gemeenten Aarlen en Messancy, dat op 30 oktober 2020 officieel aan de minister van Ruimtelijke Ordening is overgelegd; dat de milieusituatie sindsdien geen noemenswaardige wijzigingen heeft ondergaan;

Overwegende dat in het milieu-effectrapport wordt geconcludeerd dat het belangrijkste effect van de schrapping van de reserveringsomtrek erin bestaat dat de daarmee samenhangende beperkingen worden opgeheven en dat de situatie in het gewestplan voor het gebied met een economisch karakter waarvan de inrichting aan gemeentelijk overleg onderworpen is, genaamd « Schoppach », wordt verduidelijkt;

Overwegende dat derhalve is voldaan aan de toepassingsvoorwaarden van artikel D.II.43 van het Wetboek om de reserveringsomtrek rechts van de rue de Lorraine op te heffen;

Overwegende dat de beleidsgroep "Leefmilieu" op 15 april 2021 een gunstig advies heeft uitgebracht over de afschaffing van de reserveringsomtrek die langs de Lorraine Street is geregistreerd;

Overwegende dat de Beleidsgroep « Ruimtelijke Ordening » op 16 april 2021 een advies heeft uitgebracht waarin hij zich voorstander verklaarde van de afschaffing van de reserveringsomtrek langs de Rue de Lorraine, deze afschaffing volledig gerechtvaardigd achtte en vaststelde dat deze omtrek een belemmering vormde voor de eventuele verwezenlijking van het gebied met een economisch karakter waarvan de inrichting aan gemeentelijk overleg onderworpen is in Schoppach;

Overwegende dat het beginsel van intrekking en het bijbehorende effectbeoordelingsdocument van 28 september tot 12 november 2021 aan een openbare onderzoek zijn onderworpen, nadat deze raadpleging was aangekondigd overeenkomstig de in de artikelen D.VIII.7 en D.VIII.9 van het Wetboek voorgeschreven vormen; dat deze raadpleging vier opmerkingen van de bevolking heeft opgeleverd; dat deze opmerkingen, die in de vorm van een standaardbrief zijn opgesteld, betrekking hebben op twee punten:

- de wens om een brede strook bos langs de Rue de Lorraine te behouden om de geluidshinder van de zuidelijker gelegen autosnelweg E411 gedeeltelijk te verminderen;

- de vrees dat de vestiging van industriële gebouwen voor de rue de Lorraine het natuurlijke landschap van de wijk blijvend zou wijzigen;

Overwegende dat het niet aan een reserveringsomtrek is om de gebruiksdoeleinden of de ten opzichte van de wegassen in acht te nemen uitlijningen te bepalen; dat het gewestplan ook een groenzone van 30 meter aan weerszijden van het tracé van de rue de Lorraine vaststelt; dat de openbare ruimte ter hoogte van deze weg betrekkelijk breed is en in feite profiteert van een uitlijning van 10 meter ten opzichte van de wegas en van een terugliggingszone van bijna 21 meter;

Overwegende dat het advies van de gemeenteraad van Aarlen werd ingewonnen op 27 oktober 2021; dat de gemeenteraad op 16 december 2021 een gunstig advies heeft uitgebracht, waarbij enerzijds rekening wordt gehouden met de aanzienlijke vermindering van de voor bebouwing beschikbare oppervlakte in het gebied met een economisch karakter waarvan de inrichting aan gemeentelijk overleg onderworpen is die de reserveringsomtrek genereert, en anderzijds met de grote omvang van de openbare ruimte, waarbij werkzaamheden voor de aanleg van de weg (integratie van voetpaden, boomaanplantingen, fietspaden) geenszins worden uitgesloten;

Overwegende dat deze adviezen bevestigen dat het handhaven van een reserveringsomtrek op de N852 - Rue de Lorraine niet langer relevant is;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De Waalse Regering trekt het gedeelte van de reserveringsomtrek in dat bestemd is om de nodige ruimten te reserveren voor de verwezenlijking van de zuidelijke omleiding rond Aarlen, als overdruk opgenomen op de Rue de Lorraine te Aarlen, overeenkomstig het bijgevoegde plan.

Art. 2. De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 maart 2022.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

Vu pour être annexé à notre arrêté du
 Le Ministre de l'Aménagement du territoire

Le Ministre président

REVISION DU PLAN DE SECTEUR DU SUD LUXEMBOURG

Abrogation de la partie du périmètre de réservation destinée à réserver les espaces nécessaires à la réalisation du contournement sud d'Arlon inscrit en surimpression de la N852 - rue de Lorraine à Arlon, en application de l'article D.II.43 du CoDT

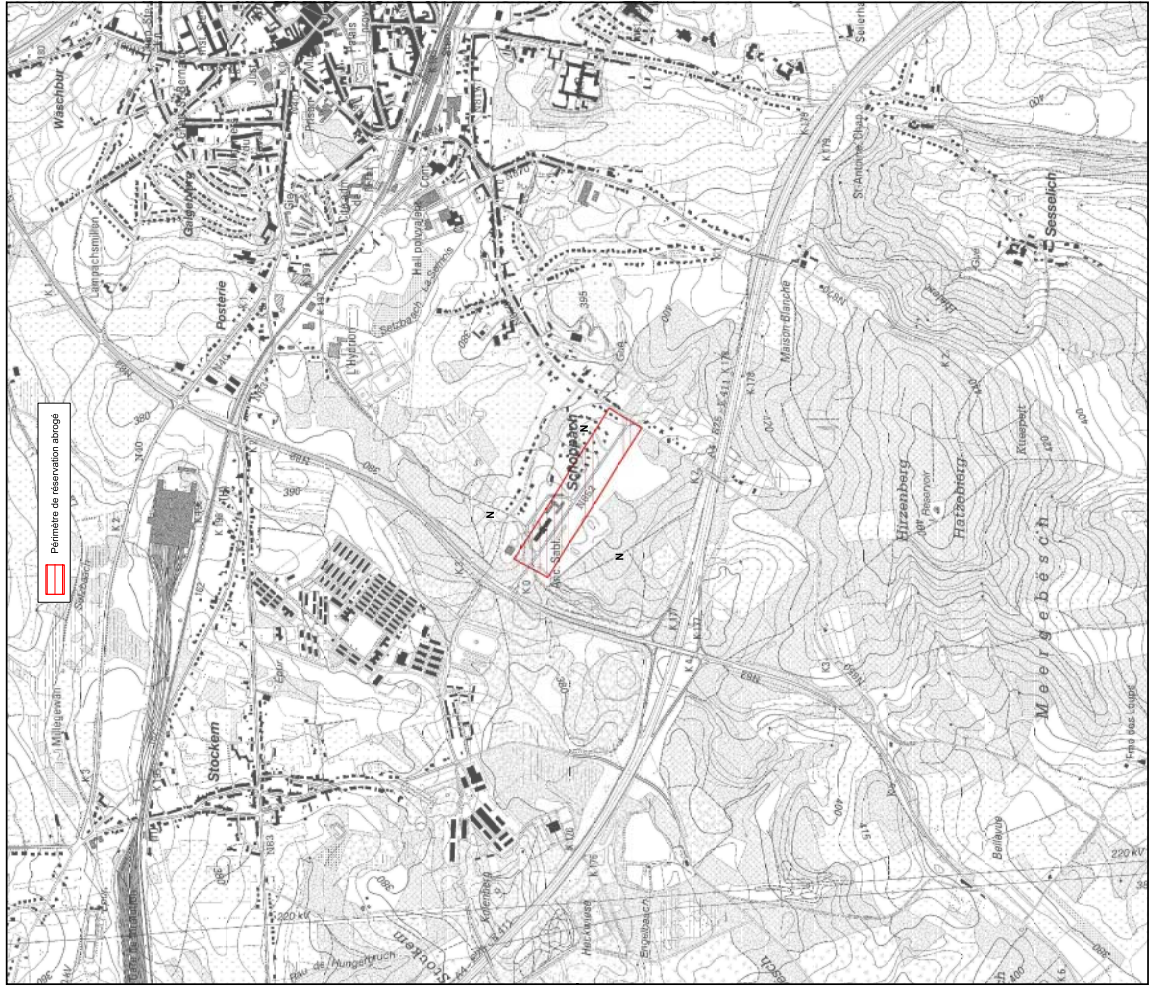
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE
 TERRITOIRE LOGEMENT PATRIMOINE ENERGIE
 DEPARTEMENT DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'URBANISME
 Direction du développement territorial

Wallonie
territoire
SPW

Willy BORSUS

Elio DI RUPO

PÉRIMÈTRE DE RÉSERVATION ABROGÉ



PLAN DE SECTEUR adapté sur base des dispositions du CoDT: ce plan n'a pas de valeur réglementaire et est présenté pour information.

